

Anfang Juli vergangenen Jahres hatte die Konfrontation Luc Friedens mit den für Flüchtlinge eintretenden MenschenrechtlerInnen einen Höhepunkt erreicht: Unter Ausnutzung der von der Wasserbilliger Geiselnahme erzeugten Psychose hatte der Minister einen Flüchtling, dessen Asylantrag abgelehnt worden war, im Schnellverfahren abgeschoben. Im Rahmen einer Protestaktion vor dem Findel war eine Gruppe von MenschenrechtlerInnen auf die Flugpiste gelangt und musste von der Polizei weggetragen werden.

Nun erhielten die TeilnehmerInnen an dieser Aktion eine gerichtliche Vorladung wegen Eindringens "à l'aide d'escalade, d'effraction ou de fausses clefs", also mit erschwerenden Umständen. Welch' komisches Süppchen die Justiz hier kocht, wurde deutlich, als eine zweite Vorladung folgte, die den Termin *sine die* vertagte, dafür aber die Anklage zu "rébellion" und "outrage à agent" aufbauschte.

Hier scheint es darum zu gehen, im Vorfeld der von Luc Frieden angekündigten Abschiebungen möglichen Widerstand abzuwürgen - mittels Einschüchterung und Abschreckung. Die MenschenrechtlerInnen, ob an der Aktion beteiligt oder nicht, sind jedenfalls entschlossen, gemeinsam auf diesen Versuch eines politischen Prozesses eine politische Antwort zu geben.

Les Non-Luxembourgeois-es qui travaillent au Grand-Duché, mais qui n'y résident pas, doivent bénéficier des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux. Plus particulièrement: l'allocation luxembourgeoise de maternité ne peut être réservée aux femmes enceintes et aux femmes accouchantes ayant un domicile au Luxembourg. La Cour de Justice des Communautés européennes vient de constater ceci à l'occasion d'une affaire opposant un frontalier belge à la Caisse nationale des Prestations familiales.

La Caisse luxembourgeoise avait refusé de payer une allocation de maternité à un frontalier belge qui, après avoir travaillé au Luxembourg jusqu'en 1981, avait été victime d'un accident du travail. La famille percevait des allocations familiales du Luxembourg, l'attribution des autres allocations versées en vertu de la législation luxembourgeoise lui a été refusée à l'occasion de la naissance d'un enfant, à cause de résidence à l'étranger. Dans son avis, la Cour s'oppose à ce refus. En outre, elle considère que le principe d'égalité de traitement impose qu'un ancien travailleur continue de bénéficier, sans condition de résidence, de certains avantages acquis lors de son rapport de travail.

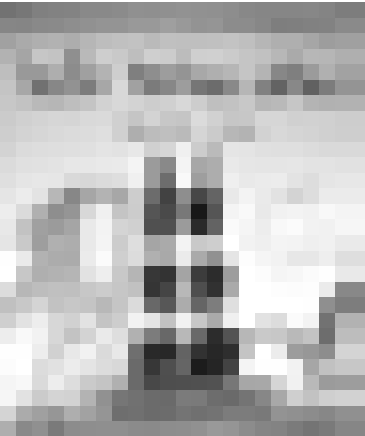
Peu à peu, le sentiment se propage qu'avec sa procédure de régularisation, le gouvernement a berné, tout le monde. Vendu comme mesure intégrative, elle ne fait qu'entériner encore plus la rigueur ministérielle en matière d'asile. Dans un communiqué, la "plate-forme de régularisation" explique ainsi qu'elle a envoyé une lettre aux ministres compétents, revendiquant une approche bien plus généreuse et dénonçant les illogismes de la procédure choisie. La plate-forme constate néanmoins que la réponse qu'elle a reçue des autorités porte "la marque du dédain et de l'autoritarisme, du refus du gouvernement de considérer la plate-forme comme un interlocuteur dont les préoccupations mériteraient, à tout le moins, réflexion". La plate-forme accepte néanmoins de déléguer un de leur membre au sein de la cellule de coordination. Ceci ne devrait pas être interprété comme une adhésion aux conditions retenues par le gouvernement, mais bien un contrôle de la procédure, dans l'intérêt des personnes susceptibles de bénéficier d'une régularisation. "Les membres de la plate-forme soulignent par ailleurs qu'ils n'entendent aucunement cautionner la volonté affichée par le gouvernement d'obliger tous ceux qui ne pourront pas être régularisés à quitter le pays."

Berühmte Frauen und weinende Männer

Die Gleichheit zwischen den Geschlechtern kann nicht diktiert werden. Sie braucht erzieherische Unterstützung. Das Frauenzentrum CID Femmes leistet dazu einen Beitrag.

(roga) - Chancengleichheit zwischen den Geschlechtern ist Realität. Bislang allerdings nur auf dem Papier. Im Berufs- wie auch im Privatleben sind es nach wie vor in erster Linie die Frauen, die Doppel- und Dreifachbelastungen auf sich nehmen. Damit sich das ändert, ist neben gesetzlichen Bestimmungen - die Erziehung zur partnerschaftlichen Aufteilung beruflicher, erzieherischer und hauswirtschaftlicher Verantwortung ein wichtiges Standbein aktiver Geschlechterpolitik.

Vor Jahren bereits hatte Frauenministerin Marie-Josée Jacobs einen parlamentarischen Antrag der Grünen für mehr Chancengleichheit aufgegriffen. Darin forderten Déi Gréng eine konzentrierte Aktion, um die an häuslichen und emotionalen Herausforderungen wenig interessierten Jungen für die Werte des partnerschaftlichen und sozialen Zusammenlebens zu motivieren. Bis heute stellen LehrerInnen fest, dass Mädchen an Luxemburgs Schulen zwar bessere Leistungen erbringen als



Passeport cher

La nouvelle loi sur la nationalité pourrait être votée avant l'été. Sauf la réduction de la condition de résidence, elle trahit une griffe conservatrice.

(rw) - Luc Frieden, qui a déposé son projet en décembre, est impatient. Après que l'avis du Conseil d'Etat est parvenu début mai, le ministre voudrait voir "son" projet finalisé avant les vacances d'été. Et la commission juridique essaie de garder le tempo. Comme pour la réforme de la procédure d'asile et la régularisation, on n'aime pas trop mener des discussions de fond. La commission, sous son président Laurent Mosar (CSV), se fraye donc un passage à travers le fourré d'articles sans mettre en cause plus fondamentalement l'approche du gouvernement. Celle-ci se caractérise en gros par trois éléments importants: pas de double nationalité, renforcement des exigences linguistiques et maintien d'une procédure compliquée.

Concernant la double nationalité, les groupements intéressés étaient clairs: aussi bien l'OGB-L que l'ASTI ou le Conseil national des Etrangers avaient déploré que le gouvernement ne veuille pas laisser le choix aux individus de garder leur nationalité d'origine. Ainsi, l'OGB-L explique dans un communiqué que "la législation luxembourgeoise veut l'assimilation complète (tou-

Jungen. Ihre beruflichen und privaten Zukunftswünsche schränken sie im Gegensatz zu Jungen jedoch früh durch Kinderwunsch und der Annahme häuslicher Pflichten ein.

"Gleichheit teilen" lautet deshalb das Motto einer Kampagne, die das Frauenministerium seit einigen Jahren zusammen mit der EU-Kommission veranstaltet. Das Frauen-Informations- und Dokumentationszentrum "CID-femmes" konnte mit finanzieller Unterstützung vom Frauenministerium seinen Bestand an Büchern und pädagogischen Materialien zur Geschlechterpolitik vergrößern.

Weibliche und männliche Identifikationsfiguren sind ein Element im Bemühen um ein ausgewogeneres Bild Beziehungen zwischen Männern und Frauen. Deshalb bietet die Bibliothek des CIDfemmes interessierten NutzerInnen eine Reihe von Frauenbiografien aus allen gesellschaftlichen Bereichen an: von der Mathematikerin Milena Maric-Einstein bis zur Globetrotterin Alexandra David-Neel. Diese sollen die Lust auf weiblichen Eigensinn in der Lebensplanung vermitteln. "Mädchenfreundliche Bücher" beschränken sich

jours utopique) et exige la coupure de l'individu avec ses origines et son passé. En d'autres termes, elle exige le renoncement à une partie de son identité." L'option de la double nationalité par contre permettrait d'accélérer le processus d'intégration.

En ce qui concerne l'accès à la nationalité, le projet de loi fait toujours la différence entre Luxembourgeois d'origine (qui ne doivent cependant plus que faire preuve d'ancêtres luxembourgeois jusqu'en 1920, par rapport à 1891 dans la loi actuelle) et Luxembourgeois par acquisition. Pour cette dernière catégorie, qui se fait par naturalisation ou par option, la condition de résidence est amenée à cinq au lieu de dix ans. Ce n'est pas plus qu'une adaptation aux normes en vigueur dans les pays-membres de l'UE, tandis que la Belgique a même ramené cette période à trois ans.

Mais là où l'on semble vraiment faire marche arrière, c'est dans la question des connaissances linguistiques. Ce n'est pas un hasard si les dispositions quant à "l'assimilation" sont formulées de manière négative. Si la loi actuelle prévoit le refus d'un individu qui ne justifie pas "d'une assimilation suffisante", le gouvernement devient plus exigeant dans son nouveau projet: Il ne suffit pas de connaître une des trois langues du pays, mais il faut en plus prouver sa

Jetzt gilt es, diese wichtige Nachricht an den Mann und an die Frau zu bringen. Einen ersten Erfolg konnte das Frauenministerium mit einer Aktion für ErzieherInnen verbuchen. Dank der Offenheit des IES erntete das Seminar für eine "geschlechtersensible Erziehung von Mädchen und Jungen" regen Zuspruch. Dürftiger sieht es allerdings im Dunstkreis des ISERP und der Sekundarschulen aus. Auch dort wird das Thema allenfalls von einer Handvoll engagierter LehrerInnen aufgegriffen. Hier müsste sich das Erziehungsministerium ebenfalls dazu durchringen, eine konzertierte Aktion gemeinsam mit dem Frauenministerium in den Schulen durchzuführen. Denn nur so kann die Chancengleichheit im schulischen Curriculum, sowie in der Praxis verankert werden. Neben "Rechnen, Liesen und Schreiwien" gehört ein gleichberechtigtes Verhältnis zwischen Mädchen und zu den "Basics" dazu.

"connaissance de la langue luxembourgeoise" et ce "sur base de certificats qu'il a suivi des cours portant sur la pratique de la langue luxembourgeoise". Le Conseil d'Etat avait tiré la sonnette d'alarme et proposé que la connaissance d'une des trois langues devait être suffisante. Mais la commission juridique a seulement "adouci" le texte en exigeant une "connaissance de base de la langue luxembourgeoise".

Dommage que le parlement soit si peu enclin à se poser les questions fondamentales sur le régime des langues dans un pays devenu réellement trilingue voire même quadrilingue ces dernières années. Il aurait pu se rendre compte que chez notre voisin belge - également multilingue - la condition linguistique n'est plus de mise pour l'acquisition de la nationalité. Ou qu'au Canada, il suffit de connaître l'une des deux langues officielles. Outre-mer, on est fier du grand nombre de naturalisations parmi les personnes immigrées.

Mardi soir, lors d'un débat à l'ASTI, on a posé la question si la naturalisation ne pouvait pas être une offre faite par l'Etat aux personnes immigrées. Proposition inouïe pour la plupart des politiciens invités. C'est vrai qu'on en est loin dans un pays où la police vérifie vos connaissances de luxembourgeois et vient à votre domicile pour contrôler votre assimilation.